EURODOM

*L’Europe et les Départements français d’Outre-mer*

InfoRup

**Semaine du 25 au 29 avril 2016**

**ELAN POLITIQUE MAINTENU DANS LES NÉGOCIATIONS DU TTIP :** La Commissaire européenne au Commerce, Cecilia Malmström, et le représentant américain au commerce, Mike Froman, maintiennent l'élan donné, au niveau politique, aux négociations de libre-échange UE/États-Unis (TTIP) pour amener les pourparlers à un stade avancé avant l'été et boucler un accord de principe avant la fin du mandat du président américain, Barack Obama, fin 2016. Lors d'une réunion en marge de la foire de Hanovre, mardi 26 avril - leur cinquième réunion depuis début 2016 -, Mme Malmström et M. Froman ont fait le point sur le processus des négociations TTIP, alors que se tient cette semaine à New York le 13ème round des négociations au plan technique. Les trois piliers de la négociation - accès au marché ; réglementation ; règles - ont été abordés, y compris les questions de l'accès aux marchés pour les marchés publics et les services, nous a confié une source proche du dossier à la Commission. « Ce double processus qui se complète au niveau politique et technique permet de progresser plus rapidement dans les négociations. Mme Malmström et M. Froman resteront en contact fréquent, et une nouvelle réunion est prévue fin mai », a précisé cette source. En outre, la Commission a publié, mercredi 27 avril, un rapport détaillant les progrès accomplis dans les négociations TTIP à la veille du 13ème round négociations. « Ce rapport montre que les négociateurs font des progrès dans de nombreux chapitres, mais que d'importants progrès restent à faire dans certains domaines pour avoir les principaux éléments d'un accord finalisé cette année », a-t-elle commenté.

**LE TTIP MENACE L’AGRICULTURE EUROPÉENNE :** Le futur accord de libre-échange entre l'UE et les États-Unis (TTIP) pourrait être « catastrophique » pour l'agriculture européenne, avertit l'ONG environnementaliste Friends of the Earth (FOE) dans un nouveau rapport publié mardi 26 avril. Intitulé 'Brader l'agriculture européenne', ce rapport, qui passe à la loupe les études de modélisation réalisées en Europe et aux États-Unis sur les impacts du TTIP, conclut que le futur accord transatlantique va augmenter « massivement » les importations agricoles de l'UE depuis les États-Unis en apportant « beaucoup moins » de gains pour les producteurs européens. Friends of the Earth rappelle qu'une étude du Département américain de l'Agriculture, dévoilée en novembre 2015, prévoit une baisse de la contribution de l'agriculture européenne au PIB de l'UE pouvant atteindre -0,8%, tandis que la contribution de l'agriculture américaine au PIB des États-Unis pourrait atteindre jusque +1,9%, soit un avantage commercial net pour les intérêts américains de plus de 4 milliards d'euros. Avec le TTIP, de nombreux agriculteurs de l'UE subiront une concurrence plus forte et des prix plus bas, menaçant les entreprises agricoles à travers l'Europe et portant préjudice aux zones rurales et aux intérêts des consommateurs, avertit l'ONG, ajoutant que l'existence de pans entiers du secteur agricole de l'UE, tels que la production de boeufs de pâturage, sera menacée. En outre, le Département américain de l'Agriculture prédit des chutes du prix payé aux agriculteurs européens dans chaque catégorie d'aliments. « Le TTIP sera une mauvaise affaire pour l'agriculture européenne. La majorité de ses agriculteurs va perdre et, pour beaucoup d'entre eux qui luttent déjà pour survivre, cela pourrait être le coup de grâce. Il faut craindre que l'agriculture européenne soit sacrifiée pour obtenir un TTIP à tout prix », commente-t-elle. Le rapport de Friends of the Earth souligne que les lobbies d'entreprises aux États-Unis et en Europe font pression pour un meilleur accès aux marchés agricoles respectifs, les États-Unis ciblant en particulier les normes de sécurité et de bien-être animal généralement plus élevés en Europe. En outre, même si des normes élevées sont maintenues, les importations agricoles depuis les États-Unis inonderont l'UE, assurant d'énormes gains d'exportation et profits pour les entreprises agroalimentaires et les élevages industriels américains au détriment des agriculteurs européens, explique-t-il. « Les principaux gagnants du TTIP seront des géants de l'alimentation, des entreprises et fermes industrielles américains qui jouissent déjà de grandes économies d'échelle et de coûts de production plus faibles. Toute suppression des restrictions de l'UE résultera en une hausse considérable des importations et pourrait être le dernier clou dans le cercueil pour certains secteurs de l'agriculture de l'UE », insiste l'ONG. Les gains pour l'agriculture européenne seront, eux, limités à quelques secteurs, tels que le fromage, et ces derniers dépendront des concessions américaines sur les mesures non tarifaires, ajoute Friends of the Earth. Les gains résultant des indications géographiques sont, eux aussi, « discutables », car les avantages sont susceptibles d'être limités à trois États membres seulement (France, Italie et Royaume-Uni) et à seulement quelques produits tels que le fromage, le champagne et le whisky. Enfin, les consommateurs et la protection de l'environnement souffriront aussi car le gouvernement et les organisations de producteurs américains appellent ouvertement l'UE à affaiblir la protection dans des domaines tels que l'approbation des aliments OGM, les règles de sécurité pour les pesticides et les interdictions sur les hormones et les lavages d'agents pathogènes dans la production de viande, conclut l'ONG.

**L’ASSOCIATION DES RÉGIONS EUROPÉENNES DES PRODUITS D'ORIGINE DEMANDE LA PROTECTION DES INDICATIONS GÉOGRAPHIQUES DANS L'ENSEMBLE DES ACCORDS COMMERCIAUX :** Selon un communiqué publié lundi 25 avril, l'AREPO (Association des régions européennes des produits d'origine) est opposée au principe d'une « liste restreinte d'indications géographiques a priori » dans le cadre des négociations avec les États-Unis sur le Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP). L'AREPO demande à la Commission européenne d'œuvrer pour obtenir une reconnaissance large et une protection forte des indications géographiques dans le TTIP. Les 1 300 indications géographiques (IG) agroalimentaires enregistrées par la Commission européenne représentent « un pan entier de la culture agricole et alimentaire européenne, mais aussi une partie très importante de l'économie rurale, avec un chiffre d'affaires annuel d'au moins 60 milliards d'euros ». En outre, le chiffre d'affaires à l'exportation des indications géographiques européennes est de 15 milliards d'euros et les États-Unis sont, de loin, le premier pays de destination des IG européennes, représentant 30% du total des exportations de l'UE. Pour cette raison, l'AREPO rappelle que les IG représentent un intérêt essentiel de l'UE et signale que toutes les IG enregistrées

**L'EURODÉPUTÉ ÉRIC ANDRIEU PRÉSENTE SON RAPPORT « SUR LA FAÇON DONT LA PAC PEUT AMÉLIORER LA CRÉATION D'EMPLOIS DANS LES ZONES RURALES » :** Le député européen Éric Andrieu (S&D, France) a présenté, mardi 26 avril à Bruxelles, son projet de rapport sur la façon dont la politique agricole commune (PAC) peut améliorer la création d'emplois dans les zones rurales. Pour le vice-président de la commission de l'agriculture du Parlement européen, la réforme de la PAC en 2013 n'a pas créé d'emploi. Selon M. Andrieu, «les réformes successives adoptées depuis 1992 ont laissé libre cours au marché et ont fragilisé l'[agriculture familiale,](http://plus.lefigaro.fr/tag/agriculture-familiale)à l'avantage des modèles d'exploitations intensifs orientés vers les marchés à l'export». En effet, désormais, 80% des dépenses de la PAC, le 1er budget européen, portent sur des aides directes qui sont liées à la surface des exploitations, et non aux productions qu'elles dégagent ou aux personnes qu'elles emploient. «Ces aides sont dénuées de tous sens de la réalité et favorisent la concentration des exploitations agricoles avec un impact négatif sur l'emploi en milieu rural», selon le député. En conséquence, le nombre d'exploitations européennes a chuté de 20% rien qu'entre 2007 et 2013, passant de 13,6 millions à 10,8 millions six ans plus tard, selon les dernières statistiques officielles d'Eurostat. Pour limiter les effets pervers de la PAC, le député européen demande aux États membres de l'[Union Européenne](http://plus.lefigaro.fr/tag/ue) de mettre en œuvre une stratégie de renouvellement des générations, en soutenant les jeunes agriculteurs et les exploitations familiales. «Depuis des années, dans la plupart des pays européens, les zones rurales se vident de leurs agriculteurs et l'emploi y perd du terrain», rappelle l'eurodéputé. Pour Éric Andrieu, «une [PAC](http://plus.lefigaro.fr/tag/pac) en faveur de l'emploi est possible. Mais cela implique un changement de paradigme». L'élu de l'Aude appelle à un nouveau contrat social avec les territoires et à une nouvelle PAC qui parte des aspirations des consommateurs qui cherchent à se procurer une alimentation saine. «Nous devons démocratiser la PAC. Il faut repenser ses objectifs, afin qu'elle redevienne une politique publique au service de tous, qui réponde à la fois aux attentes de la société et aux défis de l'emploi», conclut l'eurodéputé. Le rapport de M. Andrieu sera soumis au vote de la commission Agriculture du Parlement européen le 14 juillet 2016, avant son examen en plénière à [Strasbourg](http://plus.lefigaro.fr/tag/strasbourg) en septembre prochain.

**LA COMMISSION AGRI DU PARLEMENT EUROPEEN ADOPTE LE RAPPORT D’INITIATIVE CONCERNANT L’INNOVATION TECHNOLOGIQUE POUR L’AGRICULTURE :** La commission de l'agriculture du Parlement européen a adopté (23 voix pour, 14 contre et 4 abstentions), le mardi 26 avril dernier, le rapport d'initiative de Mme Anthea McIntyre (CRE, britannique) qui a fait l'objet de nombreux amendements. Ce rapport concerne l'innovation technologique (génie génétique, mécanisation, numérisation) dans l'agriculture afin de permettre des cultures plus productives et plus durables. D’après la FAO, pour pouvoir nourrir 9,1 milliard de personne en 2050, il sera nécessaire d’augmenter de 70 % le volume de production agricole. Le rapport souligne le fait que les agriculteurs rencontrent de plus en plus de difficultés à produire des denrées de manière durable. Les conclusions de ces travaux estiment que l'utilisation de pratiques innovantes, comme l'agriculture de précision et les technologies récentes conduira à une production plus durable, à une utilisation plus efficace de l'eau et d'autres ressources et à la hausse du revenu des agriculteurs. La commission demande par ailleurs à la Commission européenne et aux États membres de stimuler le développement et l'adoption des technologies de l'agriculture de précision pour tous les types d'exploitations agricoles, d'appliquer une recherche ciblée sur l'efficacité des nutriments pour améliorer la gestion des sols et de l'eau et impliquer les agriculteurs dans la conception de technologies de cartographie des nutriments. La commission de l'agriculture réitère ses critiques après la décision de l'Office européen des brevets (OEB) d'accorder des brevets aux produits obtenus à partir de procédés essentiellement biologiques. Concernant la protection des cultures, les députés demandent des efforts supplémentaires dans le développement de solutions de rechange plus rentables et demandent également à la Commission européenne de travailler à un système plus durable de gestion des ravageurs. La commission de l'agriculture souhaite aussi un processus d'approbation plus rapide pour les pesticides à faible risque.

**AGENDA DE LA SEMAINE DU 2 AU 6 MAI 2016**

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|  | **PARLEMENT EUROPEEN** | **COMMISSION EUROPEENNE** | **CONSEIL DE L’UE** | **MINISTÈRES FRANÇAIS** |
| **Lundi** **02/05** |  |  |  |  |
| **Mardi****03/05** |  |  |  |  |
| **Mercredi****04/05** |  |  |  |  |
| **Jeudi****05/05** |  |  |  |  |
| **Vendredi****06/05** |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |